MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale
du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Afrique de l'Est et de l'océan Indien

Semaine du 23 novembre au 27 novembre 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ECONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- **Régional :** La Fondation Grameen Crédit Agricole s'allie à la Banque Equity, ZEP-RE et ACRE Africa pour le financement agricole
- **Kenya :** Un consortium américain retenu pour les terres rares de Mrima Hill
- **Rwanda** : Conversion de deux prêts de la Banque mondiale en yens

LE CHIFFRE A RETENIR

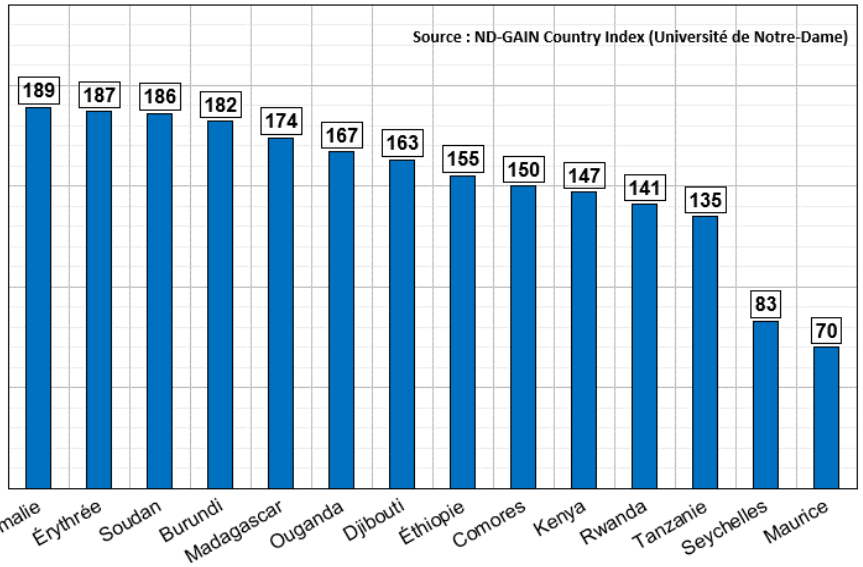
175 M EUR

TANZANIE : MONTANT DE TROIS PRETS CONCESSIONNELS DE L'AFD SIGNES LE 24 NOVEMBRE 2026, POUR L'EAU, L'ALIMENTATION ET LA FILIERE LAITIERE

Le graphique de la semaine

AEOI : classement en matière de résilience face au changement climatique

- d'après l'indice ND-GAIN 2024 (rang sur 190 pays) -



L'indice ND-GAIN (Notre Dame Global Adaptation Initiative) évalue la résilience de 190 pays face au changement climatique à partir de 45 indicateurs. Il combine deux dimensions : la vulnérabilité dans six secteurs (alimentation, eau, santé, écosystèmes, habitat et infrastructures) et la capacité à mobiliser et à mettre en œuvre des investissements en faveur de l'adaptation (conditions économiques, institutionnelles et sociales). Le premier rang correspond au pays le plus résilient. Le Soudan du Sud n'est pas classé.

Avec 10 pays sur 14 figurant dans le dernier quart du classement mondial, l'Afrique de l'Est et l'océan Indien (AEOI) demeure l'une des régions les moins résilientes face au changement climatique. Au-delà de leur vulnérabilité structurelle, les pays de la région se distinguent par des capacités d'adaptation très inégales. Maurice (70e) et les Seychelles (83e) bénéficient d'un meilleur niveau de préparation, qui atténue leur exposition aux risques climatiques. La Tanzanie (135e) occupe la première place parmi les pays continentaux. Le Rwanda (141e) se distingue par sa capacité à compenser, notamment grâce à la qualité de sa gouvernance, une vulnérabilité parmi les plus élevées au monde (80e en matière de préparation). À l'inverse, le Kenya (147e) est pénalisé par la faiblesse et la dégradation de son niveau de préparation (166e, en recul de 17 places par rapport à l'édition 2023), notamment dans sa dimension sociale (171e). La Somalie (189e), l'Érythrée (187e) et le Soudan (186e) figurent parmi les pays les moins résilients au monde. La succession des épisodes de sécheresse et des risques d'inondation souligne l'urgence de renforcer les capacités d'adaptation de la région, alors que la mobilisation des financements internationaux demeure un enjeu majeur des négociations climatiques.

REGIONAL

La Fondation Grameen Crédit Agricole s'allie à la Banque Equity, ZEP-RE et ACRE Africa pour le financement agricole

Le 24 novembre 2026 à Nairobi, la Fondation Grameen Crédit Agricole a signé un protocole d'accord de trois ans avec Equity Group, ZEP-RE (*PTA Reinsurance Company*), réassureur régional relevant du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), et *Agriculture and Climate Risk Enterprise* (ACRE Africa). Créée en 2008 par le groupe français Crédit Agricole et le Grameen Trust, fondé par le prix Nobel de la paix Muhammad Yunus, la fondation soutient la finance inclusive dans les pays en développement. Le partenariat vise à remédier au manque de crédit abordable, à l'insuffisance de la couverture assurantielle et à l'exposition croissante aux chocs climatiques, qui pèsent sur les petits exploitants. Equity mobilisera son réseau d'agences et ses plateformes numériques pour élargir l'accès au crédit, ACRE Africa fournira l'évaluation des risques agricoles et les produits d'assurance, et ZEP-RE apportera sa capacité de réassurance et son expertise actuarielle. Les partenaires étudieront des instruments de dette, de fonds propres, de financement mixte et de garantie, en ciblant les femmes, les jeunes et les communautés rurales mal desservies.

BURUNDI

Tenue de la deuxième session du dialogue politique avec l'UE

Le 20 novembre 2026, le Burundi et l'Union européenne ont tenu à Bujumbura la deuxième session de leur dialogue politique. Les échanges ont porté sur une éventuelle reprise de l'appui budgétaire direct au gouvernement, suspendu en 2016 lorsque l'UE avait invoqué l'article 96 de l'accord de Cotonou face à la crise née de la candidature de l'ancien président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat en 2015. Bien que le Conseil de l'UE ait levé ces restrictions en février 2022, invoquant des progrès enregistrés après les élections de 2020, l'appui budgétaire n'a pas repris et les financements européens transitent toujours par des organisations internationales et des partenaires de mise en œuvre, et non par les institutions publiques. Toute reprise dépendra d'un accord sur les modalités d'un nouveau cadre de coopération, régi par l'accord de Samoa (qui a remplacé celui de Cotonou) et que le Burundi a signé en novembre 2023. Les deux parties ont également abordé la sécurité, les réfugiés et la préparation aux aléas climatiques, notamment El Niño.

COMORES

La Banque centrale accueille un séminaire régional sur les marchés de titres, six mois après le lancement des bons du Trésor

La Banque centrale des Comores (BCC) organise du 23 au 27 novembre à Moroni un séminaire régional consacré au développement des marchés de titres publics et privés, avec les deux autres banques centrales de la zone franc, la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et la Banque des États de l'Afrique centrale. C'est la première fois que les Comores l'accueillent. Les travaux portent sur la gestion de la dette publique et la mobilisation de l'épargne locale, afin de réduire la dépendance aux financements extérieurs. Ce thème rejoint une réforme récente : en mai 2026, la BCC a lancé, avec l'appui technique de la BCEAO et du FMI, un marché de bons du Trésor sur lequel l'État émet chaque mois des titres à 28 jours. Lors de la 6e adjudication, début novembre, l'État a levé 3,5 M USD à un taux moyen de 3,67 %. Selon la Banque africaine de développement, ce marché doit à terme diversifier les sources de financement de l'État et offrir des placements sûrs aux investisseurs locaux.

L'agence de promotion des investissements primée à Genève pour quatre projets représentant plus de 550 M USD

L'Agence nationale pour la promotion des investissements (ANPI) des Comores a reçu une distinction spéciale lors de la 30e World Investment Conference, qui s'est tenue à Genève du 10 au 12 novembre. Le dossier comorien reposait sur quatre projets représentant plus de 550 M USD d'investissements, dans l'hôtellerie, l'agro-industrie, la finance et l'énergie solaire. Le principal est le projet de ville intelligente et de centre financier international de Moroni (510 M USD), prévu sur 150 hectares près de l'aéroport, en partenariat public-privé financé à 92 % par le secteur privé. Il comprend aussi un complexe hôtelier de 132 chambres sur la

corniche de Moroni (77,9 M EUR), dont l'ouverture est prévue mi-2029 et qui doit créer 380 emplois permanents, ainsi qu'une unité de transformation de vanille et d'ylang-ylang de 2,85 M USD. Ces projets visent à diversifier une économie encore très dépendante des transferts de la diaspora, qui représentent environ 20 % du PIB.

DJIBOUTI

La BCIMR et le CLE s'allient pour faciliter le financement des entrepreneurs

Afin de faciliter le financement des entrepreneurs, la Banque pour le Commerce et l'Industrie – Mer Rouge (BCIMR), première banque du pays et filiale à 51 % du groupe français BRED Banque Populaire, a signé une convention de partenariat avec le Centre de leadership et de l'entrepreneuriat (CLE), structure publique d'appui à l'entrepreneuriat. L'accord vise à faciliter l'accès au crédit des porteurs de projets formés par le centre. Il a été signé lors d'une rencontre professionnelle coorganisée par les deux institutions, au cours de laquelle la BCIMR a présenté ses offres de financement aux entreprises : équipements et véhicules professionnels, stocks, trésorerie, immobilier et avances sur marchés. L'événement a été marqué par la signature d'une convention de partenariat entre la BCIMR et le CLE dans l'objectif de faciliter l'accès au financement des projets portés par les entrepreneurs ayant reçu une formation dans le centre.

ÉTHIOPIE

Les financements extérieurs au développement du pays ont plus que doublé en 2024/25

Selon le rapport annuel sur la coopération au développement publié le 20 novembre par le ministère des Finances, les financements extérieurs au développement reçus par l'Éthiopie ont atteint 7,1 Md USD lors de l'année fiscale 2024/25, soit une hausse de +138 % par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse résulte principalement du soutien à la deuxième phase du programme de réformes économiques *(Home-Grown Economic Reform Agenda 2),* les appuis budgétaires et macroéconomiques représentant 54,4 % des décaissements, dont 2 Md USD de la Banque mondiale (DPO3) et 1,9 Md USD du FMI (6ème décaissement suite à la 5ème revue). En 2024/25, les institutions financières internationales ont représenté 76,5 % des décaissements, tandis que ceux des partenaires bilatéraux ont reculé de 1,27 à 1,1 Md USD par rapport à l'exercice précédent. Cette concentration pourrait se maintenir au cours des prochaines années : sur les 7,6 Md USD de nouveaux engagements de financement conclus en 2024/25, 3,4 Md USD proviennent du FMI et 3,43 Md USD de la Banque mondiale (sur une période de 4 ans). Dans ce contexte, le ministère souligne la nécessité de diversifier les sources de financement du pays.

Les difficultés d'accès aux devises persistent malgré la libéralisation du régime de change

Selon le rapport trimestriel de l'Ethiopian Economics Association (EEA), publié en novembre, la demande de devises non satisfaite auprès des banques commerciales éthiopiennes s'élevait à 1,4 Md USD en avril 2026. Malgré l'amélioration de la liquidité depuis la libéralisation du régime de change en juillet 2024, la faible activité du marché interbancaire, le manque de concurrence entre les banques et la persistance de restrictions de change continuent de limiter l'accès aux devises. Ces difficultés conduisent toujours - même si dans une mesure bien moindre - les entreprises et les particuliers à se tourner vers le marché parallèle, où le birr s'est déprécié d'environ 5 % entre juillet et septembre 2026, contre 1,2 % sur le marché officiel. L'écart entre les deux taux de change (« *spread* ») s'est ainsi creusé, passant de 12 % à 16,2 %, au risque de détourner davantage de flux de devises des circuits bancaires officiels. Ces évolutions illustrent les difficultés de fonctionnement du marché des changes déjà relevées par le FMI en juillet 2026, lors de la cinquième revue de la facilité élargie de crédit.

El Niño pose un risque de ralentissement de la croissance de l'économie

D'après une étude de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), le phénomène El Niño pourrait avoir des répercussions sur l'économie éthiopienne. Celle-ci risque d'enregistrer une croissance inférieure de -0,4 à -1,1 % aux prévisions pour 2027. L'étude indique que les déficits pluviométriques durant la plus grande saison des pluies (« *kiremt* ») s'étalant de juin à septembre et correspondant à 95 % des volumes annuels de récoltes, menacent la production

agricole et par conséquent le revenu des ménages ainsi que la sécurité alimentaire. D'après les trois scénarios modélisés dans l'étude, le cas le plus grave pourrait se traduire par une baisse de la production de -9,6 %, voire de -10,8 % dans les hautes terres arides. Les basses terres arides quant à elle, pourraient connaitre une chute de leur production de -6,5 %. Dans un scénario modéré, 905 000 personnes supplémentaires pourraient tomber dans la pauvreté et 2,8 millions dans la sous-alimentation. La pression sur l'économie est encore aggravée par les coûts accrus des carburants et des engrais.

La United Bank for Africa met en pause son projet d'implantation en raison des restrictions nigérianes

La United Bank for Africa (UBA), une banque nigériane, devait être la première banque étrangère à faire son entrée sur le marché financier éthiopien. Son implantation en Éthiopie reste cependant suspendue à une restriction réglementaire imposée par la Banque centrale du Nigeria. La réglementation qui plafonne à 10 % du capital les investissements des banques nigérianes dans leurs filiales étrangères a également été un frein à l'entrée de l'UBA en Angola. Cette nouvelle intervient alors que l'Éthiopie a annoncé l'ouverture du secteur bancaire aux investisseurs étrangers depuis mi-2024. Cependant, les conditions d'entrée, notamment un capital minimum de 5 Mds ETB (28,3 MEUR) requis pour les filiales et les succursales des banques étrangères, rendent moins attractif le marché bancaire éthiopien.

KENYA

Gulf Energy lance le forage pétrolier au Turkana et vise un début de production le 1er décembre

Le 20 novembre 2026, la société kényane Gulf Energy a lancé le forage du puits Amosing 1 dans le comté de Turkana, en présence du ministre de l'Énergie et du Pétrole, Opiyo Wandayi. L'entreprise prévoit de démarrer la production le 1er décembre 2026, à hauteur de 20 000 barils par jour, à partir des gisements de Ngamia et d'Amosing. Du pétrole a été découvert dans le bassin de South Lokichar en 2012, mais la production est restée bloquée pendant plus de dix ans, jusqu'à ce que l'opérateur britannique Tullow Oil cède ses actifs kényans à une filiale de Gulf Energy en septembre 2025. Gulf Energy prévoit d'investir près de 6 Md USD dans le projet. Durant la première phase, le brut sera acheminé par la route vers Mombasa à bord d'environ 600 camions, puis stocké par *Kenya Petroleum Refineries Limited* (KPRL), les premières exportations étant attendues en mars 2027. Une seconde phase, portant sur les gisements de Twiga, Ekales, Agete et Etom, vise à porter la production à 50 000 barils par jour.

Un consortium américain retenu pour les terres rares de Mrima Hill

Le Kenya a sélectionné l'Américain *Frontier Minerals Consortium* pour développer le gisement de terres rares et de niobium de Mrima Hill (comté de Kwale). Celui-ci abriterait 48,7 Mt de minerai à 4,4 % d'oxydes de terres rares, notamment utilisées dans la fabrication d'aimants permanents pour les véhicules électriques et les éoliennes, ainsi que 5,8 Mt de minerai à 1,41 % d'oxyde de niobium, utilisé notamment dans la production d'aciers à haute performance. Mené par Frontier Minerals LLC, le consortium prévoit de développer des capacités locales de raffinage et envisage de coter 20 % de son capital à la Bourse de Nairobi dans les trois ans suivant l'entrée en production. La sélection d'un consortium à dominante américaine, après le retrait de deux entreprises chinoises de l'appel d'offres, intervient dans un contexte de diversification des approvisionnements occidentaux en minerais critiques. La concrétisation du projet reste toutefois soumise à plusieurs étapes : résolution des recours déposés par les candidats évincés, négociation du cadre fiscal, obtention du consentement des communautés locales et délivrance des permis miniers. L'étude de faisabilité n'est prévue qu'en 2028-2029 et aucune date de mise en production n'a été annoncée.

Le déficit commercial bondit de près de +30 % sur un mois en septembre

Le déficit commercial du Kenya s'est creusé de +28,9 % en un mois, de 1,28 Md USD en août à 1,65 Md USD en septembre 2026, selon le Bureau national des statistiques du Kenya (KNBS). C'est le deuxième déficit mensuel le plus élevé de la série, après mai 2026 (1,69 Md USD). Les importations ont bondi de +20,9 %, à 2,65 Md USD, portées par les intrants industriels (+27,5 %), le carburant (+19,7 %) et les machines (+24,7 %). Les achats à la Chine ont progressé de +35,9 %, à 871 M USD, un record pour un seul fournisseur, contre –19,4 % pour l'Inde. Les exportations ont augmenté plus modestement

(+9,5 %, à 994 M USD), soutenues par les ventes de machines et d'équipements, qui ont presque triplées. Les États-Unis sont à nouveau le premier débouché du Kenya, avec des exportations plus que doublées, à 214 M USD. Sur un an, le déficit progresse de +41,5 %. Les échanges avec la France sont plus modestes : exportations +11,8 % à 13,9 M USD, importations –2,1 % à 21,0 M USD.

Le financement de la gare centrale de Nairobi Railway City attendu début 2027

Le 19 novembre 2026, la ministre d'État britannique chargée du Développement international et de l'Afrique, Kirsty McNeill, a rencontré la direction de la Kenya Railways Corporation (KRC) pour examiner le projet Nairobi Railway City de 30 Md KES (231 M USD) et s'est engagée à attirer des investisseurs étrangers. Le projet prévoit de transformer 172 hectares de terrains appartenant majoritairement à la KRC autour de la gare centrale en pôle de transport doté de bureaux, d'hôtels et d'espaces de loisirs. Sa pièce maîtresse, une nouvelle gare centrale conçue par le cabinet britannique Atkins, serait financée par un emprunt kényan garanti par UK Export Finance (UKEF), au moins 20 % de la valeur des contrats devant revenir à des fournisseurs britanniques. La KRC a désigné le constructeur et vise un bouclage financier début 2027. Zaria Group (cofondé par Masai Ujiri) doit lancer dans les prochaines semaines les travaux d'une salle de 10 000 places à financement privé, pour 38,1 Md KES supplémentaires (294,5 M USD). La gare, elle, n'a connu que des travaux préliminaires depuis 2022.

MADAGASCAR

Visite de travail du MEDEF I avec le GEM

Une visite de travail du MEDEF International, avec le Groupement des entreprises de Madagascar (GEM), s'est tenue du 18 au 20 novembre. La venue de la délégation du MEDEFI composée de 16 entreprises françaises s'inscrivait dans le cadre de la feuille de route conjointe GEM-MEDEFI signée en février dernier lors de la première visite à Paris du Président de la refondation de la République, M. Randrianirina. Elle a permis (i) de présenter aux autorités malgaches l'état d'avancement de projets prioritaires dans plusieurs secteurs stratégiques (énergie, infrastructures durables, numérique, tourisme, eau potable, assainissement, gestion des déchets et transports urbains) ; (ii) d'en préciser les conditions de réalisation, les obstacles et les prochaines étapes ; (iii) de structurer les partenariats entre les deux secteurs privés.

MAURICE

Le déficit commercial se creuse de -28,5 % sur un an en septembre

Selon Statistics Mauritius, le déficit commercial de Maurice atteint 421 M USD en septembre 2026, contre 327 M USD à la même période en 2025, soit une aggravation de +28,5 % sur un an. Il recule toutefois par rapport au mois d'août (+4,9 %), où il s'élevait à 443 M USD. Cette dégradation sur un an s'explique principalement par la forte progression des importations, qui atteignent 667 M USD (+26,4 %). La hausse est essentiellement tirée par les produits énergétiques : les importations de carburants et de produits pétroliers s'élèvent à 229 M USD (+181 % sur un an). Elles représentent ainsi plus du tiers des importations du mois et constituent désormais le premier poste d'importation du pays. En parallèle, les exportations progressent à 246 M USD (+23,1 % sur un an). Cette dynamique demeure néanmoins insuffisante pour compenser la hausse des importations et enrayer le creusement du déficit commercial. Cette évolution accentue les pressions sur la roupie et les réserves de change, dans un contexte de tensions inflationnistes. Pour y faire face, la Banque de Maurice a relevé son taux directeur à 5 % le 11 novembre 2026.

MCB révise à la hausse ses prévisions de croissance pour l'économie en 2027

Dans la 2e édition de *Indian Ocean Economic Outlook*, publiée le 23 novembre, le service d'études de la Mauritius Commercial Bank (MCB) prévoit une croissance mauricienne à +3,0 % en 2026. L'activité resterait soutenue par le tourisme et les services financiers, alors que les secteurs exportateurs, notamment le textile, restent sous pression. La croissance atteindrait +3,4 % en 2027 grâce à la reprise de l'investissement, qui passerait de 20,1 % à 20,9 % du PIB avec l'entrée en phase de réalisation de plusieurs projets : routes, projets solaires, modernisation des opérations portuaires et rénovation du réseau d'eau. Pour ce dernier, un financement de 120 M EUR de l'Agence française de développement et de l'Union européenne est en

cours de finalisation. L'inflation moyenne atteindrait +4,8 % fin 2026, puis +5,3 % fin 2027. Le déficit budgétaire a été ramené à -5 % du PIB en 2025/26 (-3,5 points) ; l'étude souligne toutefois que cet effort doit se poursuivre pour réduire la dette et préserver la notation souveraine « *investment grade* ».

OUGANDA

Inauguration d'une usine d'assemblage de camions Sinotruk de 30 M USD

Le 19 novembre 2026, en clôture de la visite d'État de deux jours de la présidente tanzanienne Samia Suluhu Hassan en Ouganda, celle-ci et son homologue ougandais, Yoweri Museveni, ont inauguré à Nakirebe (district de Mpigi) l'usine d'assemblage de Double Q Automotive. D'une valeur de 30 M USD, elle aura une capacité annuelle de 4 000 camions Sinotruk. Fondée en 2013 en Ouganda par des investisseurs chinois, l'entreprise est présente dans plusieurs pays d'Afrique de l'Est et australe. D'abord active dans les matériaux de construction, elle distribue et assemble aujourd'hui des véhicules et engins (Sinotruk, GMC, XCMG, Great Wall, HELI). Le président ougandais a appelé à cette occasion à renforcer les chaînes d'approvisionnement et de transformation locales, à accroître l'intégration régionale et à exploiter le minerai de fer du pays pour soutenir l'industrie manufacturière nationale.

Une nouvelle stratégie pour quintupler les exportations de cacao d'ici 2036

Le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAAIF) a lancé la *Uganda Climate Resilient Cocoa Development Strategy* (2026-2036), qui vise à quintupler les exportations de cacao en dix ans. L'objectif est d'atteindre 3 Md USD de recettes d'exportation annuelles d'ici 2036, contre 620,4 M USD en 2024-2025 (et 70,6 M USD en 2015-2016). Le cacao deviendrait ainsi l'une des principales sources de devises du pays. Les autorités prévoient aussi de faire passer la production de 72 000 à 500 000 tonnes par an, et la part transformée localement de 5 % à 30 %.

L'alcool cause 17 000 morts par an et des pertes économiques évaluées à 3 Md USD

L'étude, conduite par l'École de santé publique de l'université Makerere, l'Université des sciences et technologies de Mbarara, et l'Uganda Cancer Institute, inclut les pertes liées à l'alcool du fait des décès prématurés, de diverses maladies, des accidents de la route, de la violence domestique et du coût pour les services de santé. Cette évaluation classe l'Ouganda parmi les pays où la consommation d'alcool (12,2 litres d'alcool pur par personne de 15 ans et plus) est la plus élevée au monde et souligne le défi de santé publique auquel le pays est confronté.

Le Qatar assouplit les restrictions de voyage liées à l'épidémie d'Ébola

Les voyageurs en provenance d'Ouganda ou y transitant peuvent à nouveau se rendre au Qatar, à la suite d'une révision des restrictions d'accès. Cette évolution devrait faciliter les déplacements des voyageurs, ougandais et autres, se rendant au Qatar ou transitant par ce hub aérien vers le Moyen-Orient, l'Europe et l'Asie. Les seuls pays à maintenir des restrictions d'accès, en contradiction avec les recommandations de l'OMS et qui pénalisent l'économie ougandaise, sont le Canada, les États-Unis (notamment, une quarantaine de 21 jours pour les voyageurs passés par l'Ouganda), l'Arabie saoudite et l'île Maurice.

RWANDA

Conversion de deux prêts de la Banque mondiale en yens

Le 20 novembre 2026, le ministère des Finances et de la Planification économique (MINECOFIN) a annoncé la conversion en yens japonais de deux prêts à taux variable de la Banque mondiale, totalisant environ 201 M USD (126 M USD et 68 M EUR). L'opération, qui repose sur une option prévue dans les contrats de prêt, n'implique aucun nouvel emprunt. Elle répond à un double objectif : (i) diversifier le risque de change, le franc rwandais s'étant déprécié en moyenne de 1,2 % par an face au yen au cours des cinq dernières années, contre 8,0 % face au dollar et 7,2 % face à l'euro ; (ii) réduire la charge d'intérêts, les prêts étant désormais indexés sur le taux interbancaire japonais (TONAR), inférieur à ses équivalents américain (SOFR) et européen (EURIBOR). Le yen représente désormais 5,3 % de la dette extérieure rwandaise. Cette opération s'inscrit dans une stratégie plus large d'optimisation du coût et des risques associés à la dette publique, qui s'est également traduite en 2026 par un swap de taux

d'intérêt sur un prêt en euros et, en août, par la souscription du premier emprunt commercial du Rwanda en yens (15 Md JPY, soit environ 94 M USD, garanti par la Banque mondiale). Selon le FMI, la dette publique atteignait 73,6 % du PIB en 2025.

Seychelles

Une enveloppe de 10,5 M USD du FEM et du PNUD pour accélérer la transition vers une économie bleue et verte

Les Seychelles bénéficient de la plus importante allocation du programme mondial *Blue and Green Islands*, avec un financement de 10,5 M USD consacré au projet national « Permettre la transition vers une économie bleue et verte aux Seychelles ». Cette enveloppe s'inscrit dans un financement global de 136 M USD destiné à 15 États insulaires, avec le soutien du Fonds pour l'environnement mondial (FEM/GEF) et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Ce financement vise à accélérer la transition du pays vers un modèle de développement plus durable, fondé sur la préservation des écosystèmes marins et terrestres et la promotion d'activités économiques respectueuses de l'environnement. Il devrait notamment contribuer à diversifier l'économie seychelloise, à renforcer sa résilience face aux changements climatiques et à mieux concilier impératifs de développement économique et préservation du patrimoine naturel.

Somalie

Somali Airlines annonce une reprise prochaine des vols

La compagnie aérienne nationale Somali Airlines a pris en location un premier appareil auprès de la compagnie privée Daallo Airlines, en vue d'une reprise de ses activités après plus de trente ans d'interruption. Elle devrait également réceptionner prochainement un Boeing 737-400 de la compagnie kényane Fanjet Express. Cette nouvelle tentative de relance intervient après plusieurs annonces restées sans suite, notamment celle de l'acquisition de deux Airbus A320 en juillet 2025. La compagnie nationale devra trouver sa place sur un marché du transport aérien aujourd'hui dominé par des opérateurs privés.

Soudan du Sud

Report des élections au 11 février 2027

La Commission électorale nationale du Soudan du Sud a publié un nouveau calendrier électoral qui reporte les élections générales du 22 décembre 2026 au 11 février 2027. Il s'agit du sixième report depuis l'indépendance. Plusieurs partis politiques ont exprimé leur objection à la décision, dont le « Sudan People's Liberation Movement in Opposition » (SPLM-IO) et la coalition « National Alliance of Political Parties » (NAPP). Cette dernière a déposé un recours en justice réclamant l'annulation du report pour des motifs constitutionnels. De son côté, le président, M. Salva Kiir a annoncé le 20 novembre le lancement de l'inscription des électeurs, assurant que l'opération se déroulerait malgré les difficultés logistiques et le calendrier serré. En septembre, le président sud-soudanais avait annoncé la dissolution du gouvernement et la mise en place d'une autorité intérimaire.

Deux projets de la BAD en phase de démarrage

La Banque africaine de développement (BAD) a publié en octobre 2026 les rapports d'avancement de deux projets au Soudan du Sud : l'Interconnexion électrique Soudan du Sud–Ouganda (SUPIP) et la Mobilisation des recettes non pétrolières (NORMA II). L'avancement des deux projets est jugé satisfaisant, même si les travaux de construction du projet d'interconnexion n'ont pas encore commencé. Pour le second projet, la BAD signale que les recettes non pétrolières ont augmenté de +61,4 %, bien au-delà de l'objectif fixé. L'Institut de l'administration fiscale (SSIRA) a été mis en place et dispense désormais des formations. Par ailleurs, 14 % du budget 2026/27 de l'autorité fiscale lui sont alloués, soit la deuxième plus forte allocation, et 150 M SSP (environ 26 000 USD) lui ont déjà été transférés. La BAD signale également que l'exécution budgétaire et la prévisibilité de son financement opérationnel restent à suivre de près.

Tanzanie

L'AFD signe trois accords de prêts concessionnels de 175 M EUR

Le ministre tanzanien des Finances, Khamis Mussa Omar, et le directeur général (CEO) de l'Agence

française de développement (AFD), Christophe Lecourtier, ont signé le 24 novembre 2026, à Paris, trois accords de prêts concessionnels d'un montant total de 175 M EUR (513 Md TZS). Le premier prêt, de 90 M EUR, financera la deuxième phase du projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans la région du lac Victoria (LV WATSAN II), avec un concours complémentaire de l'Union européenne. Le deuxième, de 55 M EUR, soutiendra le programme TASUFIP, destiné à renforcer les infrastructures de commercialisation et de distribution des produits alimentaires à Mwanza et Tanga. Enfin, le troisième prêt, de 30 M EUR, sera consacré au programme C-SDTP, visant à développer la production laitière des petits exploitants et à renforcer leur résilience climatique, avec la participation du Fonds international de développement agricole (FIDA).

Le FMI appelle à accélérer les réformes et à investir dans le capital humain en Tanzanie

La mission du Fonds monétaire international (FMI), conduite par Nicolas Blancher, chef de mission pour la Tanzanie, du 11 au 24 novembre 2026, a appelé les autorités à accélérer les réformes structurelles pour soutenir une croissance plus inclusive et la création d'emplois mieux rémunérés. Le FMI prévoit une croissance de +5,9 % en 2026/2027, tirée par les secteurs minier, agricole et touristique. Le Fonds recommande de réduire les obstacles réglementaires à l'investissement privé, d'améliorer la prévisibilité fiscale et d'accroître les dépenses d'éducation, de santé et de protection sociale. Soulignant que près de 90 % des emplois se concentrent dans des secteurs à faible productivité, il appelle à soutenir davantage les PME pour stimuler la création d'emplois.

LA DIRECTION GENERALE DU TRESOR EST PRESENTE DANS PLUS DE 100 PAYS A TRAVERS SES SERVICES ECONOMIQUES
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international
RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI
mathieu.bruchon@dgtresor.gouv.fr, paul.mainguet@dgtresor.gouv.fr
REDACTION : SER DE NAIROBI ET DES SE DE L'AEOI
POUR VOUS ABONNER CLIQUER SUR CE FORMULAIRE